



## La croissance démographique et ses implications pour le développement rural ACP

16<sup>ème</sup> Briefing de Bruxelles sur le développement  
27 janvier 2010

Le 27 janvier 2010, le CTA et d'autres partenaires se sont réunis pour le 16<sup>ème</sup> « Briefing de Bruxelles sur le développement » organisé dans le cadre d'une série de briefings bimensuels sur le développement portant sur des questions de développement rural ACP-UE. Quelque 80 participants se sont rassemblés à Bruxelles pour discuter de l'impact de la croissance démographique sur le développement rural ACP.

### Partenaires ayant participé aux briefings :

- CTA
- Commission européenne
- Groupe et Secrétariat ACP
- Concord
- Media

En guise d'introduction au 16<sup>ème</sup> Briefing de Bruxelles sur le développement, Jean-Claude Boidin, de la DG Développement, a présenté les activités soutenues par l'UE en matière de



croissance démographique dans les pays ACP. M. Boidin a reconnu que les interventions de la CE étaient plutôt sporadiques, se focalisant surtout sur les ménages, la santé, le soutien aux systèmes statistiques nationaux, la santé

génésique et la migration Sud-Nord. La question démographique n'a presque jamais été soulevée dans le dialogue de coopération entre l'Union européenne et les pays ACP, l'accent étant mis avant tout sur les politiques économiques et les stratégies de soutien à la coopération. Par ailleurs, le représentant de la Commission a noté les réticences à traiter la question démographique, celle-ci étant considérée comme un problème relativement sensible, de nature idéologique et culturelle. Malgré cette réticence, une bonne partie des données récentes permettent de revoir l'approche démographique et de l'inscrire au cœur des discussions internationales. Enfin, l'accent a été mis sur la relation évidente entre l'impact des tendances démographiques sur le changement climatique et la capacité à combattre la pauvreté. Ont aussi été abordées la relation entre la population et la sécurité, de même que l'influence exercée par la migration dans le déclenchement de conflits et de tensions. M. Boidin a conclu que la démographie devait jouer un rôle central dans l'économie et le développement ACP.

Le Dr Hansjörg Neun, Directeur du CTA, a salué ce dialogue franc sur les questions démographiques, laissées de côté durant de nombreuses années dans les conférences de haut niveau. Il a insisté sur des aspects liés à la démographie, tels que le changement climatique, la santé et la pression sur les ressources naturelles, soulignant que la croissance démographique avait tenu une place particulière lors des discussions du dernier Briefing de Bruxelles sur la sécurité alimentaire, en décembre dernier. Le Dr Hansjörg Neun a présenté les conclusions d'un article du *New York Times* et du rapport des Nations unies sur la Population concernant le rôle crucial exercé par le contrôle des naissances dans l'atténuation du réchauffement climatique et la réduction des émissions de GEF. Il a souligné que face au changement climatique, l'une des solutions est de ralentir la croissance démographique. Il a toutefois concédé que cette question était sensible et complexe.

Le premier panel a passé en revue les principales tendances démographiques (actuelles et futures) tant au niveau mondial que régional, avec une perspective de développement. Monsieur Carl Haub, du *Population Reference Bureau*



de Washington, a présenté une série de statistiques sur les tendances démographiques mondiales actuelles. Ces chiffres montrent que la croissance démographique est actuellement significative dans les pays et les régions les plus pauvres, alors que dans les pays industrialisés, elle est plutôt constante, voire en déclin. L'augmentation du taux de natalité de 1,6 milliard en 1900 aux presque

7 milliards estimés pour 2010 semble résulter de la régression du taux de mortalité, en particulier dans les pays en développement. Par ailleurs, les données disponibles montrent que la pyramide des âges révèle une population jeune dans les pays en développement, ce qui devrait entraîner les taux de croissance démographique à la hausse, comme c'est le cas en Afrique sub-saharienne. M. Haub s'est attardé sur les projections de la croissance démographique pour les 40 prochaines années et sur les enjeux que posent la fiabilité et le suivi de cette évolution. Il a attiré l'attention sur le fait que les projections des Nations unies se basent sur une prévision d'augmentation de la planification familiale dans les pays en développement, jusqu'aux mêmes niveaux qu'en Europe ou en Amérique. Le vieillissement extrême des pays industrialisés les placera dans une situation difficile, mettant l'économie et la société sous pression. De plus, les niveaux faibles de fertilité dans les pays développés ouvriront des horizons pour la migration Sud-Nord. En ce qui concerne la relation entre développement et démographie, plusieurs indicateurs associant la croissance démographique à la contraception moderne, aux soins de santé et aux décisions des ménages semblent démontrer les lacunes en matière de droits reproductifs des femmes dans les pays en développement, ce qui contribue aux taux de croissance élevés. Le Dr Haub a présenté une vue d'ensemble de la démographie aux États-Unis et en Europe, deux régions où la situation est plutôt comparable en matière de fertilité. Notons en effet que le taux global de fertilité aux États-Unis est essentiellement stimulé par la population hispanique du pays. M. Haub a admis que la relation entre pauvreté et fertilité est très complexe et a conclu qu'au vu des données disponibles, la pauvreté est généralement presque inexistante là où la fertilité est très faible, alors qu'elle est très élevée là où la fertilité est forte aussi.

Le Professeur Yves Charbit, directeur du CEPED, a abordé la contribution de la migration au développement économique rural. Il a souligné



l'importance de la dimension Sud-Sud, qui représente 90 % de la migration totale en Afrique occidentale, les 10 % restants étant considérés comme une migration Sud-Nord. Partant d'une perspective macroéconomique, le professeur s'est interrogé sur la

relation entre la richesse et les transferts de fonds par rapport au PIB par tête. Plusieurs cas d'étude dans 19 pays montrent que cette corrélation est plutôt circonscrite, mais assez prévisible, étant donné que seule une petite fraction de la population active émigre à l'étranger. Le potentiel de création de richesse des transferts de fonds joue donc un rôle marginal dans le PIB. Ce résultat est d'ailleurs souhaitable car le contraire impliquerait une dépendance élevée des pays en demande de main-

d'œuvre immigrée et donc une cause supplémentaire de fragilité économique dans les pays d'origine. Au niveau microéconomique, la relation entre transferts, familles et développement local a également été examinée. En matière de développement social, les transferts de fonds sont très importants car ils sont utilisés par les familles pour couvrir les dépenses de soins de santé, d'éducation et de logement. La migration masculine modifie la structure familiale dans toute l'Afrique, ayant pour conséquence qu'un nombre important de ménages sont dirigés par des femmes. Plusieurs participants s'accordent sur le fait que les mouvements migratoires semblent donc engendrer une féminisation de la pauvreté. Dans la pratique, les résultats montrent que les revenus sont plus élevés dans les ménages dirigés par une femme, l'homme migrant se trouvant généralement au Nord. Dans les ménages dirigés par un homme, l'émigration en Afrique est plus souvent interne (exode rural) ou continentale : les transferts de fonds des migrants sont donc moins importants. La mobilisation des réseaux sociaux permet aux ménages féminins de contrer les autres facteurs de vulnérabilité, a souligné le Prof. Charbit.

Mona Herbert, de DSW en Ouganda, a proposé une perspective de la croissance démographique et des jeunes dans les zones rurales, prenant l'exemple intéressant de l'Ouganda. Plusieurs statistiques présentées par M. Herbert révèlent que la situation est réellement préoccupante. En effet, 70 % de la population totale ougandaise n'a pas d'emploi productif, 68 % s'adonne à l'agriculture de subsistance et au moins 60 % est composée d'enfants, de personnes âgées



ou de personnes sans emploi, ne contribuant donc pas à un réel développement national. Selon M. Herbert, 67 % de la population est âgée de moins de 29 ans et plus de 50 % des adolescentes donnent naissance avant l'âge de 20 ans. En outre, la population ougandaise a doublé ces 20 dernières années et devrait atteindre les 130 millions d'ici 2050. Cette forte croissance démographique de 3,2 % par an a sans aucun doute des implications à divers niveaux, ce qui entrave la fourniture de services sociaux par le gouvernement, tels que l'éducation, la santé et le logement. L'utilisation agricole des terres et la protection de l'environnement sont aussi davantage sous pression. L'Ouganda demeure le pays d'Afrique orientale présentant l'un des taux de fertilité les plus élevés (6,7 %), l'un des taux de mortalité maternelle et l'une des prévalences de la contraception les plus faibles de la région. Mona Herbert a conclu en passant en revue les domaines d'intervention pour faire face au problème de la croissance démographique : l'amélioration de la santé maternelle, la planification familiale et la santé des adolescents ; la prévention du VIH, de

meilleurs systèmes de soin de santé, une meilleure coordination des donateurs, une meilleure gestion du personnel sanitaire)

George Ouma, de DSW, a soulevé quelques questions liées à la population jeune et au développement rural au Kenya, puis a présenté quelques options politiques permettant de répondre aux besoins actuels du pays : développement de stratégies complètes, innovantes et intégrées en vue d'assurer le développement durable du monde rural ainsi que des plans d'action concernant les politiques sur la santé reproductive des jeunes, sur le genre et le développement, sur la jeunesse et le développement, sur la population et le développement et une meilleure stratégie de communication envers les jeunes. La population africaine est très jeune : les chiffres montrent que 43 % de la population totale d'Afrique subsaharienne est âgée de moins de 15 ans. L'accent devrait donc être mis sur les jeunes, a précisé M. Ouma. Par ailleurs, à cause du taux élevé de croissance démographique et du déclin de la mortalité infantile ou autre, la population active kenyane compte un grand nombre d'enfants à charge, ce qui entrave encore davantage le développement socio-économique. Insistant sur les taux élevés de fertilité dans les zones rurales par rapport aux zones urbaines, M. Ouma a mis en garde contre le fait qu'à l'avenir les terres arables seront de moins en moins disponibles et que leur rareté pourrait générer des conflits. La croissance démographique a des effets négatifs sur l'éducation des jeunes et sur leur emploi, mais aussi sur leur santé et leur sécurité. Par conséquent, des stratégies politiques efficaces devraient être mises en place par le gouvernement pour réduire la croissance démographique tout en améliorant le bien-être des populations rurales.

Modérées par Marianne Haslegrave, du *Commonwealth Medical Trust*, les discussions ont mis en lumière différents points de vue. L'Afrique compte 30 % de la population mondiale et 20 % des terres mondiales disponibles. Elle ne peut donc pas être considérée comme surpeuplée. L'Afrique présente par conséquent un énorme potentiel de main-d'œuvre. Cependant l'augmentation des jeunes sur le continent africain, même s'ils sont formés, ne seront pas absorbés par le marché de l'emploi. Toutefois, les intervenants ont qualifié l'approche du volume des terres de trop limitée. En effet, même si les terres suffisaient à la population totale, les gouvernements seraient malgré tout confrontés à d'autres problèmes au niveau national (tels que la qualité des services sociaux). La différence entre la masse terrestre totale et les terres réellement arables a également été débattue, de même que l'impact des transferts de fonds au niveau macroéconomique (leur utilisation pour la micro-finance constituant de toute évidence un réel enjeu politique). Cependant, si les gouvernements parvenaient à réaliser cet objectif, les transferts

contribueraient de manière significative à la croissance du PIB dans les pays en développement. Le rôle central de l'éducation et la nécessité d'accorder davantage d'attention aux aspects socio-psychologiques dans la prévision de la croissance démographique ont été soulignés.

Le deuxième panel s'est penché sur les principales interventions politiques permettant de faire face aux effets de l'évolution démographique sur la santé publique, la planification familiale, l'éducation, la migration, le commerce et les investissements. Wolfgang Lutz, du *Vienna Institute of Demography*, a axé sa présentation sur une nouvelle approche politique basée non seulement sur la taille de la population, mais également sur sa qualité en termes d'éducation. Le Dr Lutz a envisagé la population et l'éducation comme deux un seul et même sujet. Il a souligné le fait que les préoccupations démographiques ont réapparu sur



la scène internationale à la suite des efforts sérieux de réduction de la croissance démographique des années 70 et 80, allant jusqu'à la violation des droits génésiques individuels. Ce débat a culminé avec la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire, qui s'est focalisée sur la santé génésique en laissant de côté l'aspect de croissance, en particulier dans le contexte du changement climatique. Selon le Dr Lutz, il s'agit d'ajouter l'éducation aux deux dimensions démographiques classiques – l'âge et le sexe – et d'envisager son amélioration comme une dimension démographique essentielle. Il a souligné les nombreuses interactions entre l'éducation, la santé et la fertilité. Ainsi, par exemple en Éthiopie, les femmes dénuées d'éducation formelle ont en moyenne plus de six enfants, alors que celles ayant achevé au minimum leurs études secondaires inférieures n'en ont que deux. Ceci explique non seulement que les femmes éduquées parviennent mieux à améliorer la vie de leurs enfants, mais également que l'éducation donne aux femmes un meilleur accès à l'information, notamment en matière sanitaire. La mortalité infantile et maternelle est donc bien plus faible chez les femmes éduquées. M. Lutz a souligné que l'effet direct de l'éducation sur la productivité économique, sur le déclin de la fertilité et sur la santé s'avère idéal pour briser le cercle vicieux de la pauvreté, de la mauvaise santé et de la croissance démographique rapide. Pour ce faire, il suffit d'allier une éducation de base et des services de santé reproductive. Cet argument est confirmé par l'expérience fructueuse de plusieurs pays - comme la Corée- qui ont investi massivement dans l'éducation.

Madame Sietske Steneker, du FNUAP, a exposé l'importance d'investir dans les femmes et leur santé afin d'atteindre les OMD. Elle a insisté sur le



fait que même si les femmes constituent la majorité des pauvres et des analphabètes du monde, elles sont marginalisées en matière de pouvoir et de niveau décisionnel. Il est dès lors important de garantir un accès universel à la santé d'ici 2015, parce qu'il s'agit non seulement d'un droit, mais également d'un facteur essentiel dans la dynamique démographique, telle que la croissance de la population, sa



taille et la pyramide des âges. Mme Steneker a affirmé que la mortalité maternelle constitue la pire injustice dans le monde et que, de toutes les régions, l'Afrique enregistre le taux de mortalité maternelle le plus élevé au monde (au moins 100 fois plus élevé que dans les pays développés). De tous les OMD, le cinquième, visant à améliorer la santé maternelle, est de loin le plus en retard. Par ailleurs, le droit et l'accès à la santé reproductive sont essentiels à l'émancipation des femmes et à l'égalité des sexes. Dans ses conclusions, Mme Steneker a souligné la nécessité de s'attaquer aux racines de la mortalité et de la morbidité maternelles, comme l'inégalité des sexes, l'accès limité à l'éducation surtout pour les jeunes filles, le mariage des enfants et les grossesses précoces. Il convient également de garantir l'accès à la planification familiale, une mesure qui à elle seule permettrait de réduire la mortalité maternelle de 25 à 40 %, et les décès de nouveau-nés, de 20 %.

Monsieur Neil Datta, secrétaire du Forum parlementaire inter-européen sur la population et le développement, a débuté sa présentation en brochant le tableau de la croissance démographique des 10 000 années écoulées et son implication pour l'Europe, les pays ACP et le reste du monde. Il a noté que pour la première fois en 2008, plus de 50 % de l'humanité vivait dans les villes et qu'au niveau mondial, la croissance démographique future se concentrera dans les petites et les grandes villes, alors qu'elle déclinera dans les zones rurales. M. Datta a souligné que la croissance démographique n'a pas lieu là où les emplois sont créés, mais là où les OMD sont le plus loin d'être atteints, en particulier sur le continent africain. De plus, 99 % de la croissance démographique se situe dans les pays en développement et 90 % dans les plus pauvres de ces pays, une situation reflétée par l'augmentation des dépenses infrastructurelles. M. Datta a poursuivi en présentant le problème actuel de la vulnérabilité des jeunes filles. En Afrique subsaharienne, la majorité des filles de 10 à 14 ans vivent avec un seul parent ou seules, alors qu'une moyenne de 5%, voire parfois 12%, vivent sans leurs parents et ne sont pas scolarisées. Par ailleurs, on estime sur la base des tendances actuelles, que 100 millions de petites filles encore dans l'enfance seront mariées au cours des dix

prochaines années. Les solutions envisagées sont la défense de leur droit au mariage par choix à l'âge légal ainsi qu'un meilleur accès à l'éducation et aux soins de santé. Dans ses conclusions, M. Datta a recommandé aux gouvernements de l'UE et des pays ACP d'investir dans des programmes ciblant les jeunes filles les plus vulnérables. M. Datta a également souligné la nécessité d'inverser la tendance de déclin de l'aide en matière de santé génésique et de planification familiale.

Le débat final, présidé par Monsieur Kahijoro Kahuure, Premier secrétaire du ministère de la santé namibien, a porté sur la nécessité pour les pays développés et l'Union européenne d'investir massivement dans l'éducation et dans le capital humain, ainsi que dans les politiques en matière de croissance démographique. Les participants ont insisté sur les actions prioritaires permettant d'atteindre l'objectif éducatif des OMD et de mieux investir dans le capital humain. La croissance démographique a également été envisagée selon le point de vue des nouveaux membres de l'Union européenne, tels que la Bulgarie et la Roumanie, confrontés à un vieillissement démographique croissant. Une attention particulière a été accordée au lien avec la croissance démographique dans les zones rurales, la majorité des pays en développement enregistrant jusqu'à présent une augmentation de la population de ces régions. En ce qui concerne l'impact négatif du VIH/SIDA sur les tendances démographiques d'Afrique subsaharienne et sa propagation à d'autres continents tels que l'Asie, les experts ont souligné la focalisation des donateurs européens sur l'aide à la population, au détriment de la santé génésique et de la planification familiale, toutes deux préoccupantes. Les participants ont également débattu du manque d'importance accordée à la recherche démographique dans les pays européens par rapport aux États-Unis, ce qui limite investissements consentis dans la recherche.

Les conclusions ont principalement porté sur l'importance cruciale de l'éducation par rapport à la croissance économique, la nécessité d'accorder la priorité à la santé (notamment reproductive) des femmes, promotion d'une plus grande participation de celles-ci au processus de prise de décision et à l'amélioration des politiques de planification familiale.

#### ***En savoir plus en ligne***

Le site principal

<http://brusselsbriefings.net/>

La page consacrée aux briefings

<http://tinyurl.com/yc5euk9>

Les enregistrements vidéo

<http://tinyurl.com/ydhr4ch>

Le Reader du Briefing

<http://tinyurl.com/ybfbmbvx>